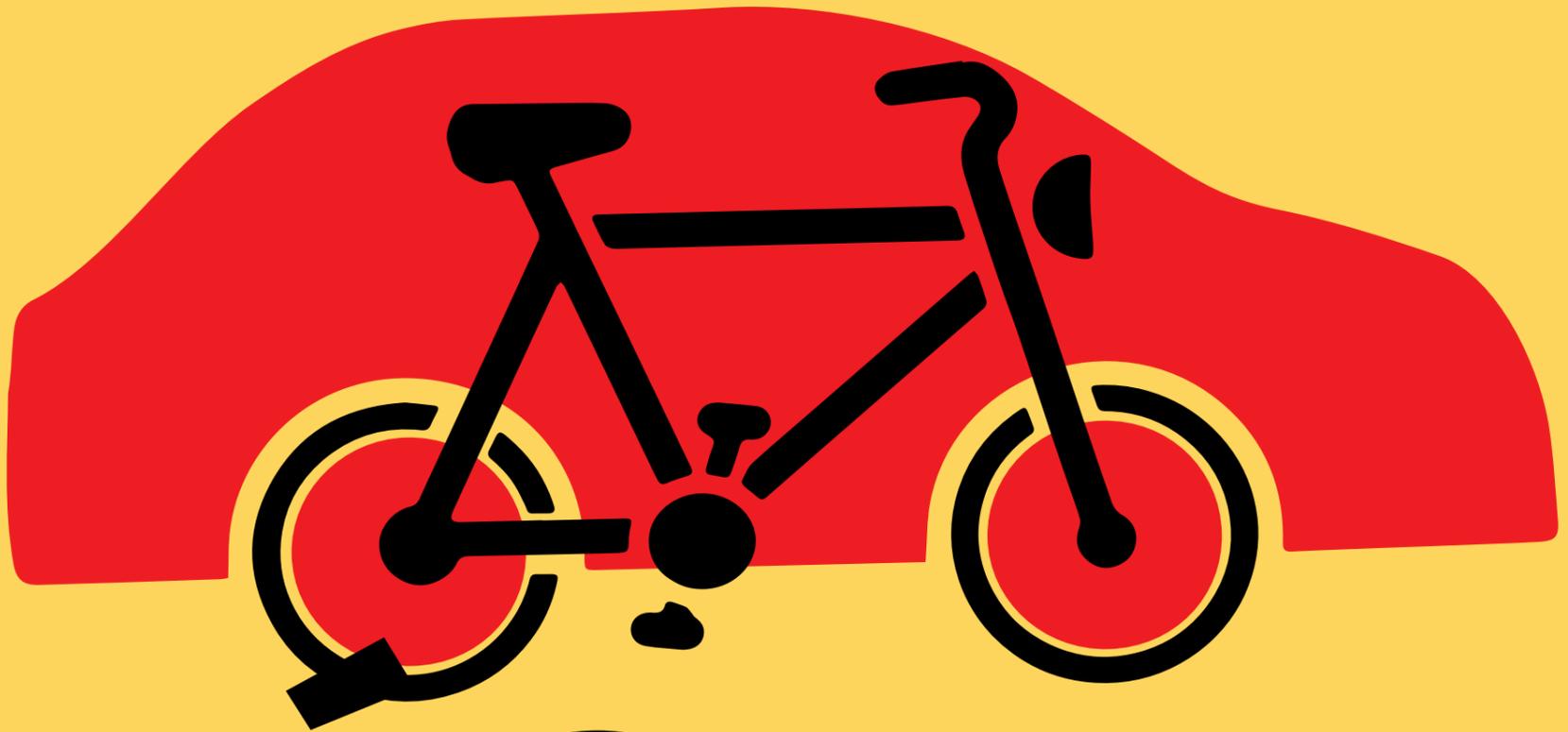


*l'Anti*capitaliste

n°725 | 17 octobre 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

CONTRE LA RIGUEUR ET LES LICENCIEMENTS



**DECIDER
ENSEMBLE**

**ET PRODUIRE
AUTREMENT**

ZOOM

Europe. Orbán
président, l'extrême
droite au sommet

Page 3

INTERNATIONAL

Grèce. Amplifier et
unir les luttes!

Page 4

ARGUMENTS

Dans l'automobile,
une crise qui vient
de loin

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Fabien
Deschamps, délégué CGT
de la centrale de Cordemais

Page 8

Édito

Gisèle, Julie et toutes les autres...

Par AURÉLIE-ANNE THOS

Semaine après semaine, le procès Mazan continue de mettre au jour la façon dont la culture du viol imprègne notre société. Avec en parallèle l'ouverture ce 15 octobre du procès de trois pompiers accusés de viols collectifs — requalifiés « d'atteinte sexuelle » — sur Julie (quand elle avait de 13 à 15 ans) nous avons la démonstration complète des stratégies de négation, de minimisation, de désresponsabilisation ou de justification des violences des hommes à l'encontre des femmes.

En premier lieu, le traitement judiciaire vient régulièrement rejeter la faute sur la victime : les questionnements autour des « *penchants exhibitionnistes* » de Gisèle Pelicot, le soupçon sur son état de conscience, mais aussi ce juge d'instruction qui exprimait au sujet de Julie qu'elle s'était montrée « *entreprenante, aguicheuse et provocante* ». Et puis il y a les stratégies que les hommes mettent en place pour se défendre. En s'appuyant sur l'idée que juridiquement seule l'intention de viol viendrait démontrer le caractère de viol.

Qu'essaient-ils de nous faire croire ? Qu'ils étaient intimement convaincus qu'une enfant de 13 ans, malade, sous médication, désirait un acte sexuel avec eux ? Qu'ils n'ont pas été de contrainte ? Qu'ils ne se sont pas rendu compte de ce qu'ils faisaient après avoir rencontré Dominique Pelicot sur un tchat internet qui se nommait « *à son insu* », après qu'il leur a demandé de ne pas faire de bruit pour ne pas la réveiller ?

D'après plusieurs études environ 30 % des hommes seraient prêts à commettre un viol s'ils étaient sûrs que la victime ne porterait jamais plainte. Les hommes savent qu'ils forcent, qu'ils insistent, qu'ils négocient et qu'ils mettent en place des stratégies pour « obtenir » un rapport sexuel en dépit du non-consentement de la victime. Il faut que cela cesse ! Pour Gisèle, pour Julie et pour toutes les autres, demandons justice ce vendredi 19 octobre en participant aux manifestations organisées partout en France contre les violences faites aux femmes et en soutien à Gisèle Pelicot.

Bien dit

On a quand même un Premier ministre (Netanyahou) qui, s'il n'était pas toujours à son poste, serait sans doute dans une geôle de son pays

VINCENT HUGÉUX, journaliste indépendant, face à David Pujadas sur LCI le 14 octobre.

CONTRE LA RIGUEUR ET LES LICENCIEMENTS

Décider ensemble et produire autrement

Selon la porte-parole du gouvernement « le Premier ministre porte un budget de combat ». 60 milliards d'économies dans un contexte économique morose, c'est donc le prix d'une dérive budgétaire... et surtout d'années et d'années de cadeaux aux riches qu'on s'apprête à nous faire payer.

Le gouvernement illégitime n'a qu'un objectif : assurer que la France sorte avec un budget conforme aux attentes des agences de notation, des investisseurs et des instances européennes. Nul ne sait combien Barnier 1 durera. Qu'importe il s'agit d'imposer le PLF (projet de loi de finances) présenté le 10 octobre.

La rigueur...

Le premier problème des dirigeants, ce ne sont ni les services publics à la dérive ni la précarité ou la pauvreté. Non, le premier problème c'est le déficit public qui pourrait dépasser 6,1% du PIB, largement au-dessus des 3% accordé par la discipline budgétaire européenne.

Le deuxième problème pour le gouvernement ce sont les investisseurs qui se fient aux agences de notation. L'agence Fitch a abaissé la note de la dette (sic!) en AA -, en y ajoutant une « perspective négative ». De quoi mettre au garde-à-vous le nouveau ministre de l'Économie, Antoine Armand.

20 milliards d'économies

Sur les 60 milliards d'euros d'économies annoncées, plus de 20 milliards concernent les dépenses de l'État, et près de 15 les dépenses de la Sécurité sociale. Le budget des collectivités locales sera amputé de 5 milliards. Le reste consiste à augmenter les recettes via les

entreprises (de près de 14 milliards) et les ménages (de près de 6 milliards). La part des restrictions de dépenses et celle de la hausse des recettes a d'ailleurs suscité un débat de spécialistes dans lequel s'est engouffré le RN pour se distinguer du gouvernement. Pendant ce temps, le RN peut faire la pluie et le beau temps, Retailleau s'agite pour eux pour une (énième) loi « immigration » (voir article page 3).

La rigueur déclarée comme étant la pire cure depuis 1983 s'annonce comme une aubaine pour des privatisations renforcées et pour nourrir le marché insatiable

de nouveaux débouchés et de nouvelles sources de profits, notamment dans le champ de la santé (voir notre article page 3). Ce que le RN ne renie en rien...

Hausse des prix et consommation atone...

La diminution du budget, qui casse tout ce qui permet aux classes populaires de vivre mieux malgré des salaires bas, est d'autant plus cruelle que la situation économique continue à se dégrader. La « croissance » est limitée à 1%, la consommation et l'investissement sont très faibles. Entre août 2023 et août 2024, les dépenses des Français sont res-

À la Une

tées totalement atones. Entre la mi-2021 et la mi-2024, les prix ont augmenté de 13% en moyenne et les salaires de 11%. Rappelons qu'il s'agit de moyenne pour les salaires.

Les dividendes reculent, ils licencient

Tout ceci n'a pas empêché le président du Medef de déclarer le 9 octobre que « *baissier les allègements de charges au niveau du smic va affecter notre compétitivité* » et cela va « *considérablement amputer les capacités des entreprises à revaloriser les salaires nets* ». On croit rêver : on se demande qui sont les assistés ! En refusant les hausses de salaires, qu'il a fallu arracher par des grèves, la paralysie a gagné l'économie. C'est l'échec du capitalisme subventionné que Bruno Le Maire et la macronie ont pratiqué.

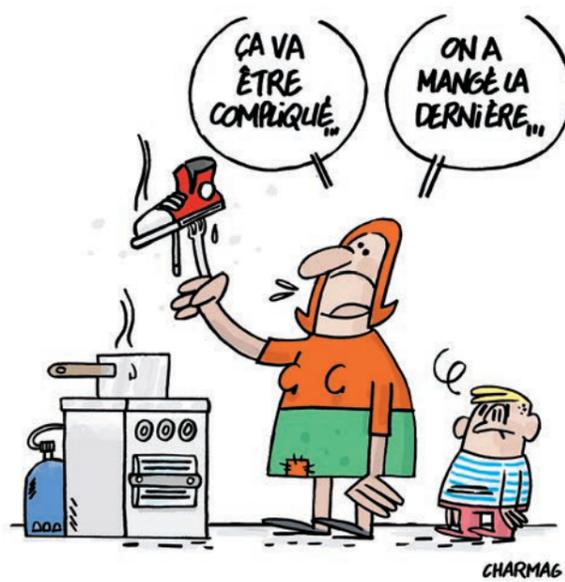
Le résultat est là : la CGT a recensé 170 plans de licenciements, détruisant 100 000 emplois. Notamment chez MA France, sous-traitant de Stellantis, chez Gaël en Ille-et-Vilaine, filiale de Casino, chez Milee, anciennement Adrexo, chez Valeo, chez Casino. Ces licenciements surviennent dans le cadre d'une crise de surproduction, notamment dans l'automobile (voir page 5), et alors que les profits des entreprises du CAC ont atteint 154 milliards d'euros en 2023... et ont distribué 68 milliards de dividendes à leurs actionnaires !

Produire autrement

Nous avons besoin que les luttes convergent pour interdire les licenciements, pour produire autrement : des biens utiles du point de vue social avec des techniques propres du point de vue écologique. Nous avons besoin de préserver nos biens communs, et de renforcer les services publics et la gratuité (santé, éducation, énergie, vivant). Bien loin de ce budget comme des précédents ! Il nous faut nous mobiliser !

Fabienne Dolet

VA falloir se serrer la ceinture!



Acturama



PENLY, À LA PLAGE CONTRE LES EPR!

Après une chouette manif le samedi à Rouen (1000 sous la pluie), nous nous sommes retrouvés (presque 200, presque au soleil) le dimanche, sur la plage de Saint-Martin-en-Campagne, à une portée de mégaphone de la centrale de Penly, pour planter dans le sable les bâtons de nos victoires passées (Plogoff, Le Pellerin...) et de notre actuelle détermination : EPR, non merci! © NPA

Sous la coupe de Bercy, la Sécurité sociale devient une simple variable d'ajustement des politiques d'austérité du pouvoir. Sur les 40 milliards d'économies annoncées, près de 15 sont finalement prévus sur la « Sécu » dont 4,9 milliards pour l'Assurance maladie et 4 milliards sur les retraites. Quatre milliards seront fournis par la remise en cause temporaire des réductions de cotisations patronales.

Nouveau tour de vis sur la protection sociale

Ce budget va en premier lieu impacter l'hôpital public, déjà en grande détresse. Les budgets hospitaliers vont stagner à environ + 0,2% : impossible dans ces conditions de recruter, de rouvrir des lits, d'investir. La spirale destructive dans laquelle est l'hôpital public va s'accélérer.

La ponction sur les malades va s'aggraver avec la baisse du plafond des indemnités journalières versées par la Sécu en cas d'arrêt de travail ainsi qu'avec la baisse des remboursements des consultations de médecins et de sages-femmes (de 70% à 60%). La conséquence en sera une nouvelle et forte augmentation des tarifs des assurances santé complémentaires (mutuelles ou assurances commerciales), nouveau coup dur pour le pouvoir d'achat. Entre report de l'indexation des pensions pendant 6 mois et hausse des mutuelles, les retraités seront doublement impactés par l'austérité façon Barnier.

SÉCU Aujourd'hui l'austérité, demain la privatisation

Les budgets, celui de l'État (PLF) et celui de la Sécurité sociale (PLFSS) ont été présentés conjointement à la presse le 10 octobre et adoptés en Conseil des ministres.



Le PLFSS ne constitue pas seulement une violente attaque contre l'hôpital public, l'accès aux soins et le pouvoir d'achat. Il est un déni de démocratie. Face à un pouvoir qui n'a même pas la légitimité d'une majorité parlementaire pour imposer ses contre-réformes.

L'étatisation de la Sécu permet de transformer progressivement celle-ci en une assistance minimum ne permettant plus d'assurer ni un accès aux soins de qualité ni une retraite digne. Elle donne une place croissante selon

les moyens de chacunE aux assurances complémentaires (fonds de pensions pour les retraités, mutuelle ou assurance santé de plus ou moins bonne qualité).

Le 29 octobre, en grève pour refuser le PLFSS

Face à ce gouvernement illégitime et sans majorité, le vote du projet de loi de financement de la Sécurité sociale prend cette année une importance particulière. Constatant que l'objectif « famélique » de dépenses de santé pour 2025 met en grave

danger la santé de la population et augure « d'une nouvelle crise sanitaire par manque de moyens », l'appel lancé par quatre fédérations syndicales de la santé CGT, SUD, UNSA, FO à une « journée nationale de mobilisation et de grève le 29 octobre » est l'occasion de relancer l'indispensable mobilisation sociale pour défendre le droit à la santé, imposer le financement de la santé à la hauteur des besoins en rejetant PLFSS et le gouvernement qui le porte.

J. C. Delavigne

EUROPE Orbán président, l'extrême droite au sommet

Le Sommet européen qui rassemble les chefs d'État ou de gouvernement des 27 pays de l'Union européenne (UE) se tient à Bruxelles les 17 et 18 octobre. Autour des dates de ces sommets bisannuels, les conseils des ministres se réunissent par thématique pour tenter de définir une orientation commune.

Viktor Orbán, titulaire de la présidence tournante du Conseil de l'Europe jusqu'en décembre, en profite pour pousser ses obsessions réactionnaires notamment sur les migrations. Le Conseil des ministres de l'Intérieur s'est tenu le 9 octobre, sans surprise autour des prétendues arrivées massives de migrants qui mettraient en danger la cohésion de l'UE.

Orbán, guerre aux pauvres et chasse aux migrants

Et pourtant, l'OIM (Office international des migrations, organisation membre des Nations unies) annonce 115 000 migrants non autorisés arrivés sur le continent cette année, au lieu de 176 250 à la même époque l'an passé. Frontex estime que le nombre d'arrivées de migrants cette année a baissé de 39%. Ce qui fait dire, sans logique, à Orbán qu'« il faut protéger l'UE de la gauche » ! Les migrants non autorisés

représentent 0,03% de la population de l'UE (chiffre OIM). Pas tout à fait « le grand remplacement ! ». Mais Orbán éructe que « les faits parlent d'eux-mêmes » et que « l'arrivée de demandeurs d'asile en provenance de pays à faibles revenus fait augmenter l'antisémitisme, les violences contre les femmes et l'homophobie ». Le même qui a fait adopter une loi anti LGBTI extrêmement dure en Hongrie ! Un discours et des actes racistes, homophobes et de classe.

L'extrême droite domine le Conseil des ministres de l'Intérieur

Le récent Pacte européen sur la migration et l'asile, adopté en mai 2024, est déjà jugé insuffisant par 15 États sur 27 qui proposent d'aller plus vite dans son application, dès l'été 2025 au lieu de 2026. Plus vite mais aussi plus loin. L'expérience en cours de réalisation de Georgia Meloni pour ouvrir des hubs de retour en Albanie, moyennant quelques centaines de milliers d'euros à ce pays, pour « encamper » les personnes recueillies en Méditerranée, les séduit. C'est un peu l'idéal pour eux en quelque sorte : empêcher l'entrée de migrants « illégaux » avant qu'ils ne puissent accéder au territoire. Moins de dépenses publiques, notamment pour les retours forcés, moins de résistance, moins de solidarité avec les

nouveaux arrivés ! Par ailleurs les initiatives de fermeture des frontières intérieures comme en Allemagne, sont saluées quasi unanimement. Les extrêmes droites jubilent en silence.

Au Conseil, Retailleau trouve des alliés

La présence de Retailleau au Conseil a majoritairement été saluée, bien que l'agitation forcenée de ce ministre ait beaucoup plus à voir avec la politique nationale française qu'avec celle de l'UE. Mais il s'inscrit dans l'idéologie prégnante des extrêmes droites en Europe, assumant consciemment de les aider à gagner une certaine hégémonie. Il dit « ne rien s'interdire », ce qui fait craindre qu'il va tout se permettre dans la chasse aux migrants ! Déjà, il annonce son projet de loi pour le début de l'année 2025, alors que les décrets de la loi Darmanin ne sont pas encore tous parus, 80% de ses articles ont été retoqués par le Conseil constitutionnel. La prochaine loi devrait en reprendre certains, sur la remise en cause du droit du sol, l'application légalisée de la double peine, l'allongement de la durée de la rétention administrative, la construction accélérée de CRA (centres de rétention administrative) y compris externalisés, le durcissement des règles d'obtention des aides sociales voire la suppression de certaines... L'annonce vise-t-elle à s'assurer les votes du RN sur le budget ? Satisfaire Le Pen pour sauver Barnier quelques mois ? Le gouvernement, bien relayé par la presse aux ordres, va s'employer à occuper les têtes par des débats pourris, développer un racisme toujours plus fort dans toute la société et en particulier cibler les personnes étrangères, racisées ou supposées musulmanes. Faire encore une fois la politique du RN tout en essayant de cacher sa contre-offensive sociale tous azimuts !

Victorine Laforge

No comment

Je me demande si vous n'êtes pas devenu le ministre rêvé du Nouveau Front populaire

C'est ainsi qu'ÉRIC CIOTTI s'adresse à Michel Barnier et le qualifie à l'Assemblée nationale le 15 octobre 2024.

Agenda

Jeudi 17 octobre, rassemblements en mémoire du 17 octobre 1961. Notamment à Paris (18h – Pont Saint-Michel) et dans les villes de la banlieue Nord-Ouest d'où étaient parties les manifestantEs, de Nanterre à Gennevilliers. <https://blogs.mediapart.fr/histoire-coloniale-et-postcoloniale/blog/151024/17-octobre-1961-de-nombreuses-commemorations-du-crime-detat-dans-toute-la-f>

Samedi 19 octobre, forum antifasciste, Avignon (84). À 13h, au Château Saint-Chamand, 3, avenue François-Mauriac.

Mardi 22 octobre, Rencontres de la Brèche « Contre l'antisémitisme et son instrumentalisation » avec Maxime Benatouil (Tsedek!), Houria Bouteldja et Françoise Vergès, Paris. À 19h à la librairie la Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e.

Samedi 26 octobre, manifestation « 40 ans de prison, toute une vie de combat ! Liberté pour Georges Abdallah ! », Lannemezan (65). À 14h de la gare à la prison.

Mardi 5 novembre, réunion-débat « Un peuple en résistance : comprendre les luttes sociales dans l'Ukraine en guerre », Paris. À 19h au Maltais rouge, 40, rue de Malte, dans le 11^e.

Mercredi 6 novembre, réunion publique avec Olivier Besancenot, Strasbourg. À 18h, au foyer des Étudiants catholiques, 17, place Saint-Étienne à Strasbourg.

Mardi 13 novembre, Rencontres de la Brèche : Kaoutar Harchi présente son ouvrage Ainsi l'animal et nous, Paris 12^e. À 19h à la librairie la Brèche, 27, rue Taine.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

L'Anticapitaliste.org

L'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



À lire sur le site



En quête de respectabilité, l'extrême droite agit le péril rouge, par la Commission nationale antifasciste

GAZA/LIBAN Israël, État génocidaire en roue libre

Il y a plusieurs semaines le magazine +972 révélait l'existence d'un plan secret appelé « plan général de l'armée israélienne ». Ce plan prévoit de créer une zone tampon dans tout le nord de Gaza.

Une zone tampon suffisamment large pour contenir 400 000 personnes. Une zone qui serait un no man's land sous contrôle israélien. Une zone sans PalestinienNEs donc. Depuis le 10 octobre, l'armée israélienne a, semble-t-il, décidé de mener à bien ce plan. Un ordre d'évacuation a enjoint plusieurs centaines de milliers de personnes de se déplacer vers la zone prétendue sûre de Al-Mawasi sur la côte plus au sud. Cela fait plusieurs fois qu'Israël déplace des populations entières d'une zone dite sûre à une autre. Presque tout le monde — 2 millions de personnes — a déjà reçu ce genre d'ordre.

Nulle part où aller

Plusieurs centaines de milliers de personnes, n'ayant nulle part où aller ou dans l'incapacité de se déplacer, sont donc en ce moment même soumises à une invasion brutale et sanglante. Les forces israéliennes se concentrent actuellement sur le camp de réfugiés de Jabalia dans le nord de Gaza. Israël cible particulièrement les journalistes, ne voulant pas qu'il y ait des témoins pour ce qui va devenir probablement l'un des pires massacres de notre génération. Le 14 octobre, Israël bombardait les tentes qui abritaient les malades de l'hôpital Al-Aqsa. Plusieurs dizaines de personnes ont été brûlées vives — certaines sur leur lit d'hôpital encore attachées à leur perfusion. Les images des feux de tentes ont fait le tour du monde. Il s'agissait pourtant d'un centre de vaccination contre la polio, dont la recrudescence est due aux conditions d'hygiène et au manque de matériels de nettoyage et de soin. Depuis début octobre, plus aucune aide alimentaire n'a pu être acheminée dans le nord de la bande de Gaza. Israël bombarde donc les victimes de la famine et du blocus qu'il a lui-même organisés.

Israël attaque les Nations unies... deuxième épisode au Liban

Parallèlement, Israël continue ses attaques sur le Liban. Les forces d'interposition onusienne de la Finul (Force intérimaire des Nations unies au Liban) ont été plusieurs fois prises pour cible et leur camp attaqué par des tanks. Cibler les forces de l'ONU est d'ailleurs considéré en droit international humanitaire comme un crime de guerre, mais visiblement après avoir menacé le secrétaire général, bombardé des centres et des écoles de l'UNRWA — l'agence onusienne de réfugiés —, rien n'arrête la machine de guerre israélienne. Jamais les personnels de l'ONU n'ont été autant pris pour cibles et tués que depuis octobre 2023. Netanyahu a déclaré qu'au sein de la Finul se trouvaient les otages du Hezbollah. Il s'agit de la même doctrine appliquée à Gaza : les destructions massives et une réponse disproportionnée !

L'hypocrisie occidentale

Israël ne peut continuer cette guerre qu'avec le soutien actif des pays occidentaux. L'Irlande et l'Espagne ont appelé à des sanctions contre Israël. La France se dit « bouleversée ». Visiblement, l'Allemagne continue à livrer des armes mais a demandé une clause dans ces livraisons : ne pas commettre de génocide à Gaza. Alors que parler de génocide est passible d'arrestation en Allemagne pour antisémitisme, on atteint des sommets dans l'hypocrisie. Les deux candidats à la présidentielle américaine ont indiqué que les livraisons d'armes allaient continuer quoi qu'il arrive. Les massacres vont donc continuer. Le soutien aux PalestinienNEs doit continuer également et ne pas laisser l'horreur se normaliser.

Édouard Soulier

GRÈCE Amplifier et unir les luttes !

C'est le paradoxe de la rentrée. Si la droite gouvernementale est en crise (les sondages la donnent à environ 20 %, loin des 41 % des élections 2023), Mitsotakis s'affiche plus fort que jamais.

Son mépris le fait se féliciter de son projet de budget où des hausses de salaires seront illico neutralisées par la hausse des prix (électricité !). Pire, il se réjouit des privatisations pour la vie quotidienne, et cela au moment où un immense concert de soutien aux familles des 57 victimes de la tragédie ferroviaire de Tèmbi rappelle que sa cause était le désengagement du secteur public...

S'il peut agir ainsi — et malgré une première défaite juridique dans le scandale des écoutes — c'est surtout en raison de la faiblesse de l'opposition politique : au « centre gauche » Syriza (devenu 5^e parti dans les sondages) est au bord de disparaître, et la gauche continue, malgré quelques tentatives en cours, d'agir de manière fort sectaire (tendance au parti autoproclamé).

Des colères

Certes, la manif de rentrée en septembre à Salonique était cette année moins fournie que les années précédentes. Pourtant, des colères populaires sont là. Face à l'incapacité de la droite à prévenir et à circonscrire les incendies ravageurs qui sont arrivés aux portes d'Athènes (manque cruel de postes de pompiers). L'implantation forcée de centaines d'éoliennes est refusée par les populations locales (sur les îles, dans les mon-



tagnes...). Colère aussi contre le surtourisme, qui voit croître les logements Airbnb au détriment des logements populaires, sans oublier les consignes du maire de Santorin cet été demandant aux habitantEs du bourg de ne pas sortir de chez eux pour faciliter le passage des milliers de passagers des croisières... Et une colère croissante contre la multiplication des accidents du travail (107 morts depuis le début de l'année), conséquence des attaques contre le droit du travail. Cette fuite en avant ultralibérale n'empêche pas des critiques du président du conseil d'administration de la Banque nationale, alertant sur le fait que la Grèce ne peut pas s'appuyer sur le seul secteur touristique et rappelant que personne ne s'est vraiment

penché sur la raison profonde de la crise de 2008, qui a débouché sur les mémorandums de la troïka.

Et des luttes

Les principales luttes de la rentrée ont lieu dans l'éducation : mobilisations contre le manque d'enseignantEs (16 000 à la mi-septembre), éffarantes fusions de sections. Des mobilisations locales ont lieu, des manifs, plusieurs occupations... Face à cette combativité, le pouvoir accentue de manière inquiétante la répression contre les enseignantEs mobiliséEs, comme au Pirée où des militantEs syndicaux risquent le renvoi — plusieurs centaines de collègues ont manifesté en soutien mi-octobre. Même tendance à l'université !

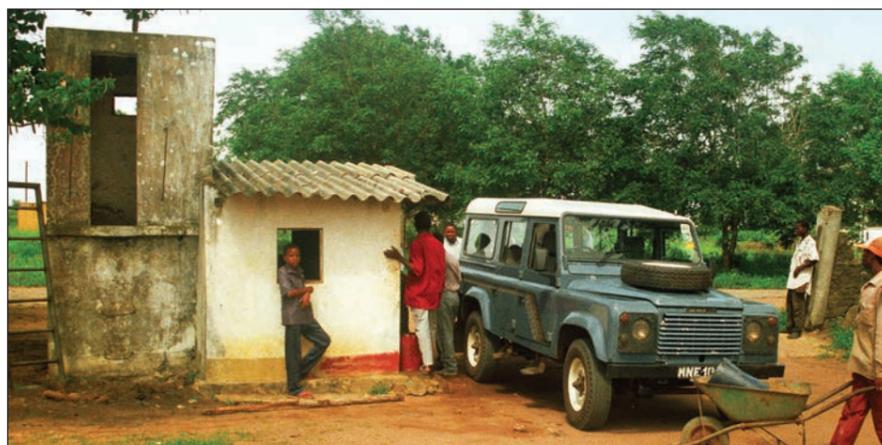
La police est envoyée contre les étudiantEs protestant contre le manque d'entretien de l'université publique, et le ministre, après la création illégale de facs privées, tente désormais d'instaurer des droits d'inscription ! Contre aussi le personnel de recherche intervenant à Polytechnique Athènes pour des conditions décentes en Grèce — un chercheur militant rapporte, dans l'hebdomadaire *Prin*¹, que le secrétaire général du ministère leur enjoint, s'ils veulent de meilleurs salaires, de partir en Hollande !

Et, sans oublier les nombreuses manifs de soutien au peuple palestinien, il faut une nouvelle fois évoquer la lutte antiraciste constante face aux violences policières : plusieurs incursions destructrices dans des regroupements de RromEs, et de graves violences contre des immigréEs. La plus odieuse est celle du livreur pakistanais qui, conduit au sinistre poste de police d'Omonia, est resté 8 jours à passer d'un poste à l'autre. Il a été retrouvé mort avec de nombreuses traces de coups... Justice pour Mohamed Kamrad, exigeant Keerfa et d'autres associations ! Et pas le seul déplacement des deux responsables du poste d'Omonia... La convergence des luttes sera vite un objectif majeur !

A. Sartzekis, Athènes, le 13 octobre 2024

1 — <https://prin.gr/>

AFRIQUE DE L'EST Élections au Mozambique, ça sent le gaz !



À l'approche des résultats de la présidentielle, la tension monte et le FRELIMO (Front de libération du Mozambique) n'est pas près de lâcher le pouvoir espérant profiter de la manne gazière.

Près de 17 millions d'électeurs et d'électrices du Mozambique étaient attendus pour les élections législatives, provinciales et présidentielle du 9 octobre.

Un outsider

Le FRELIMO règne sans partage sur le pays. Il remporte à chaque fois la majorité des suffrages, encore que la sincérité du scrutin soit systématiquement remise en cause par l'opposition mais aussi par bon nombre d'observateurs internationaux. Le président actuel Filipe Nyusi ne peut pas se présenter pour un troisième mandat, c'est donc Daniel Chapo qui a été choisi pour représenter le FRELIMO. Comme pour la précédente élection de 2019, sont candidats Ossufo Momade pour la Résistance

nationale du Mozambique (RENAMO) et Lutero Simango pour le Mouvement démocratique du Mozambique (MDM), une scission de la RENAMO.

La nouveauté vient de Venâncio Mondlane, un ancien de la RENAMO qui en est parti après avoir échoué à en être le candidat pour ces élections. Très populaire parmi la jeunesse, il est devenu le concurrent principal du FRELIMO. Quant aux programmes politiques des uns et des autres, ils ne varient guère. Les premiers chiffres font apparaître un taux d'abstention élevé, avec une participation qui avoisinerait les 35%. Les autorités annoncent que les résultats définitifs seront connus dans une dizaine de jours. Cependant les premiers dépouillements indiquent que Chapo serait en tête, suivi par Mondlane.

Du sang dans le gaz

L'enjeu de ces élections sera l'existence ou non d'un second tour. Et s'il a lieu, alors le candidat du FRELIMO pourrait être dans une position inconfortable.

Des fraudes sont déjà pointées du doigt. Dans nombre de bureaux on constate des taux de participation qui dépassent les 100% au profit du FRELIMO, parfois les forces de police se sont emparées des urnes ou les présidents de bureau de vote ont été surpris en train de bourrer les urnes. Ces fraudes pourraient déclencher des protestations dans la rue après la proclamation des résultats.

La préoccupation majeure pour les leaders du FRELIMO est l'exploitation gazière par les grandes majors comme ExxonMobile et TotalEnergies à Cabo Delgado. C'est une garantie d'un fort enrichissement. Déjà en 2015 les dirigeants du pays avaient en toute opacité emprunté 2 milliards de dollars dont une grande partie a été détournée causant la stagnation économique du pays.

Encore faut-il que l'exploitation gazière puisse commencer, et c'est loin d'être gagné. En effet, les autorités font face à une insurrection djihadiste qu'elles maîtrisent grâce à l'intervention des soldats de l'armée rwandaise. Cependant, la situation reste des plus précaires. Les populations sont autant victimes des islamistes radicaux que des forces armées mozambicaines. Ces dernières sont accusées d'exécutions et de tortures pratiquées à l'intérieur même des locaux de TotalEnergies après que l'entreprise a exfiltré ses personnels.

Paul Martial

À lire sur le site



USA. L'élection américaine échappe à tout pronostic, par Dan La Botz

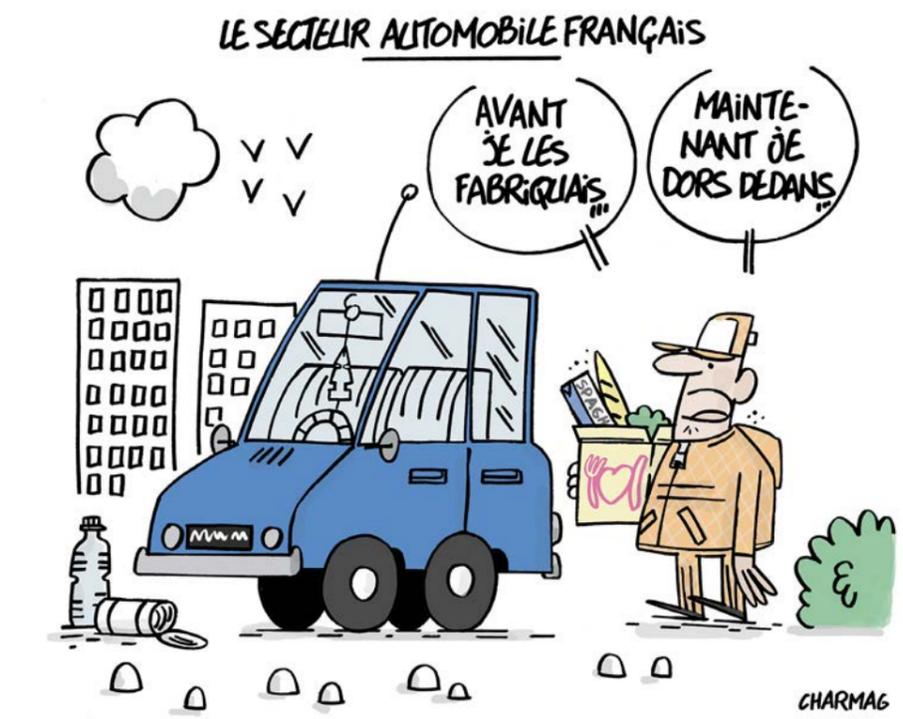
DANS L'AUTOMOBILE, UNE CRISE QUI VIENT DE LOIN

Avec le Mondial de l'automobile qui a ouvert ses portes le 14 octobre à Paris les producteurs de bagnoles osent continuer à exhiber une production mortifère pour la planète et qui laisse sur le carreau toujours plus de salariéEs. **Jean-Claude Vessillier et Robert Pelletier font le point.**

Après les superprofits, la surproduction et la concurrence alimentent la crise

Bien qu'allant de crise en crise, l'industrie automobile européenne demeure la filière qui emploie le plus de salariéEs de toute l'industrie : en 2023, 1 million de salariéEs et 1,2 million chez les équipementiers ou sous-traitants. 100 000 salariéEs en France contre le double il y a 20 ans. Les maximums de production ont été atteints en Europe avant la récession de 2008-2009. Les délocalisations, cumulées à la saturation en automobiles des pays européens, expliquent l'ampleur de la baisse. Beaucoup plus forte en France, avec une production divisée par 3 en 20 ans. La Chine est, depuis 2009, le premier pays automobile. Le tiers des automobiles mondiales y est vendu et produit ; de nombreuses firmes européennes, nord-américaines et japonaises y ayant trouvé un relais de croissance et de profits.

L'eldorado brisé des firmes automobiles
Selon le cabinet d'audit Ernst Young, en 2023, la rentabilité moyenne des constructeurs automobiles a atteint 8,6% son plus haut niveau depuis 2008-2009. Avec une marge opérationnelle de plus de 6% pour Renault et des dividendes multipliés par 7 en un an. Stellantis détenait le record du monde des constructeurs généralistes avec une marge de 13% et des dividendes en augmentation de 16%. Plus brutal est le choc aujourd'hui. Volkswagen, première en Europe depuis 25 ans, annonce la fermeture d'une usine en Belgique et d'une autre en Allemagne. Une première historique pour la marque. Stellantis n'exclut pas aussi des fermetures. En plus des méventes accentuées en Europe, les ventes de Volkswagen en Chine sont dépassées pour la première fois par celles des firmes chinoises pour les voitures électriques. Pour Stellantis, il est devenu impossible à sa marque nord-américaine Chrysler de continuer à vendre de plus en plus cher. D'où des stocks considérables et des rabais pour les écouler : la pépite financière de Stellantis est mise à mal.



La Fiat 500 électrique se vend à 20 000 exemplaires cette année pour une capacité de production de 100 000

La voiture électrique en panne
La vertu écologique n'est certes pas à l'origine de la décision du passage à la voiture électrique en Europe en 2023. C'est la nécessité de nouveaux débouchés à une industrie en panne de croissance en Europe qui en est la cause. Les ventes étaient jusqu'à présent « dopées » par les cadeaux des pouvoirs publics aux riches acheteurs des véhicules électriques dont le prix moyen est supérieur à 40 000 euros. Les aides sont sur le point de cesser. En Allemagne les ventes de voitures électriques se sont effondrées de 69% au mois d'août ; la baisse a été de 44% dans toute l'Europe. Les annonces austéritaires du gouvernement Barnier vont dans le même sens. Les voitures électriques restent beaucoup trop chères pour être autant diffusées que la voiture des « années 1970 ». Il apparaît déjà des surcapacités de production. L'usine Mirafiori Fiat de Turin est fermée jusqu'en novembre, la Fiat 500 électrique ne se vendant qu'à 20 000 exemplaires cette année pour une capacité de production de 100 000. Renault prévoit une réduction de moitié pour l'électrique en 2025.

Un phénomène amplifié pour les fabricants de batterie, élément clé de la fabrication d'une voiture, qui peut représenter la moitié du prix. Les gouvernements d'Amérique du Nord et d'Europe les incitent, par des subventions, à y installer leur « giga-usines ». Une véritable ruée vers ce nouveau gisement de profit qui combiné avec les ratés actuels de la croissance de ces véhicules, fait que la surproduction est déjà là. Le fabricant détenu par TotalEnergies, Stellantis et Mercedes-Benz, a annoncé en juin 2024 le report sine die de la construction de ses usines en Allemagne et en Italie.

Les équipementiers en première ligne des transformations
Les chaînes de production et de valeur de l'industrie automobile se diversifient en termes géographiques et technologiques. Les plus puissants des équipementiers, à l'exemple de Valeo, se restructurent en interne à coups de fermetures d'établissements, de transferts d'activités et de licenciements. Les autres équipementiers et sous-traitants, souvent liés à une seule technique, sont abandonnés par leurs donneurs d'ordre. En Allemagne, ZF supprime 14 000 postes de travail sur

54 000 et provoque la fermeture de l'un de ses fournisseurs situés à Strasbourg. En France, ce fut il y a trois ans la liquidation par Renault de tous les sous-traitants du secteur des fonderies. Cet été, c'est la fin décrétée par Stellantis de MA France, dernière usine automobile de Seine-Saint-Denis.

La concurrence de tous contre tous
PSA a fusionné avec Fiat dans Stellantis, et Renault est démembré autour de ses filiales Ampère pour les voitures électriques et Horse pour les moteurs thermiques. C'est tout l'équilibre entre les firmes en place depuis plus de cinquante ans qui est remis en cause. Font irruption des entreprises chinoises qui contrôlent la filière de la production des voitures électriques depuis les usines de batteries. Et un seul nouveau constructeur automobile a émergé aux États-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale : Tesla, firme à la capitalisation boursière de 850 milliards de dollars pour un million de voitures vendues dans le monde contre 35 milliards de dollars pour Stellantis pour 6 millions de voitures vendues. Les innovations du fondateur de Tesla, Elon Musk, sont fondées sur un grand bond en arrière des conditions de travail, incluant la chasse aux syndicats et la honte de faire travailler cent heures par semaine.

Stop aux suppressions d'emplois

Nouvelle crise, nouvelles attaques contre l'emploi et les conditions de travail. Le principal constructeur européen Volkswagen menace pour la première fois de son histoire de fermer des usines en Allemagne même et a l'intention de fermer l'usine de sa filiale Audi en Belgique. Et Tavares, pour Stellantis, vient d'annoncer qu'il n'excluait pas la fermeture d'usines, avant sa retraite en 2026.



Faire converger les résistances
Des ripostes ouvrières ont lieu le 17 octobre devant le Mondial de l'automobile à Paris. Le 18 octobre pourrait être une journée historique de mobilisation en Italie, mais aussi en Allemagne face aux plans de Volkswagen. En France, les fermetures d'équipementiers n'en finissent pas aux quatre coins du pays : MA France, dans le 93, l'usine Alpine de Viry-Châtillon, Dumarey-Powerglide à Strasbourg, les usines Walor dans les Ardennes, etc. Valeo voudrait supprimer 1200 emplois et fermer 3 établissements. Depuis 20 ans les suppressions d'emplois s'accumulent dans l'automobile. Oui, les luttes doivent converger parce qu'ensemble on est plus fort qu'établissement par établissement. Et, il est nécessaire d'inverser cette course à toujours plus de profit et toujours moins d'emplois.

travail pour les produire. Cela rend possible une réduction massive du temps de travail, à la condition de s'affranchir des contraintes du profit capitaliste. Avec les indispensables formations sur place de celles et ceux promisEs à être expulsés de la production. Les firmes automobiles font tout le contraire. Les vieilles familles Agnelli et Peugeot, actionnaires de Stellantis, mettent leurs capitaux ailleurs qu'en Europe et même ailleurs que dans l'automobile. Elles doivent être empêchées de nuire par des mobilisations de la filière et aussi de toute la société car elles vivent de subventions publiques et continuent à enfumer tout l'environnement. Leur expropriation n'est pas un gros mot.

Il est nécessaire d'inverser cette course à toujours plus de profit et toujours moins d'emplois

L'inattendu se prépare
Preuve en est la grève des travailleursEs de l'automobile il y a un an aux États-Unis. Autour de l'UAW leur syndicat, ils ont gagné contre les « Trois Grands » — General Motors, Ford et Stellantis — des hausses de salaire significatives, l'arrêt des divisions salariales selon l'année d'embauche, mais aussi des engagements patronaux en matière d'investissements. L'issue à la crise actuelle de l'automobile dépend du rapport de forces que le mouvement ouvrier et la population seront ou non en capacité de créer.

Réduire massivement le temps de travail
Il y a de moins en moins de production d'automobiles en Europe, et particulièrement en France. Avec de nouvelles technologies, les voitures électriques nécessitent moins de

À voir sur le site

M. A. France : la dernière usine auto du 93 en lutte

Le chiffre

- 44%

En Europe, les ventes de voitures électriques se sont effondrées de 44% au mois d'août.

SANTÉ Hôpitaux, services publics, Carhaix: un exemple à suivre

Ce 12 octobre, des milliers de manifestantEs se sont réuniEs devant les entrées de l'hôpital de Carhaix, épice de la résistance à la destruction de l'hôpital public et de ses services comme les urgences... Dès le début, Matthieu Guillemot, porte-parole du comité de vigilance, donne le ton devant au moins 5 000 à 6 000 personnes: «*Karrez Resistans!*»

C'est une foule impressionnante qui déborde de partout, colorée de drapeaux des diverses organisations dont les très nombreux du NPA-l'Anticapitaliste mais aussi de LFI, du PCF, de l'UDB, de la CGT, de SUD, de la CFDT, de nombreux drapeaux bretons et des panneaux défendant l'hôpital, y compris avec la reprise de l'affiche des bonnets rouge «*rézoré/ Trop c'est trop*».

La santé n'est pas une marchandise

Après des mois de combat depuis que les urgences fonctionnent en mode dégradé — malgré le protocole de sortie de crise signé avec l'État le 23 octobre 2023 et plus d'une trentaine d'auditions au commissariat de Quimper (soignantEs, syndicalistes, éluEs) sous le régime de la garde à vue — la détermination des actrices et acteurs de cette résistance demeure sans faille. Elle sera portée d'ailleurs par les éluEs du Centre Bretagne reçuEs en préfecture le 16 octobre pour exiger l'application de ce protocole.



Un front unique très large

Comme en 2008, lors de la lutte « gagnée » pour la réouverture de la maternité, c'est avec le souci de l'unité et de la radicalité que cette lutte et cette journée se sont construites. C'est un front de la gauche sociale et politique, tenant compte des singularités locales dans la défense du service public, qui s'est exprimé à la tribune au travers de témoignages d'usagerEs mais aussi du comité de défense, des syndicats comme Sud Santé Sociaux, CFDT ou encore du maire de Carhaix, Christian Troadec, du député LFI de Brest, de la députée PS de Carhaix, du PCF, du NPA-A avec Philippe Poutou — une fois de plus présent pour apporter notre soutien —, de l'UDB (Union démocratique bretonne), des écologistes ou encore de Gaël Roblin, conseiller municipal de Guingamp, membre de la gauche indépendantiste et même... du député des Côtes-d'Armor, droite républicaine... défendant l'hôpital public! Par ailleurs à la tribune, et lors du colloque qui a précédé cette manifestation, fut évoqué aussi la régionalisation de l'ARS, l'appel à la venue de médecins cubains ou encore les 52 maires bretons signant un arrêté mettant en demeure l'État d'initier dans les plus brefs délais un plan d'urgence pour l'accès à la santé.

« Des milliards pour la guerre, des clopinettes pour la santé »

Au terme du rassemblement, alors même que de très nombreux commerces avaient fermé leurs portes en solidarité, un long cortège dynamique et joyeux s'est formé pour aller jusqu'à la gendarmerie, symbole de l'État... et de la répression, pour affirmer une fois de plus que c'est par la lutte, la grève et la rue que nous obtiendrons satisfaction à Carhaix, en Bretagne et sur tout le territoire.

NPA Kreiz Breizh

COLONIALISME « Il y a une continuité entre la répression brutale du 17 octobre 1961 et la violence utilisée contre les manifestations »

Que s'est-il passé le 17 octobre 1961?

En octobre 1961, Maurice Papon, préfet de police de Paris depuis mars 1958, utilise l'état d'urgence pour instaurer un couvre-feu pour les « Français musulmans d'Algérie », terme utilisé à l'époque pour désigner les AlgérienNEs.

L'état d'urgence est une loi votée en avril 1955 pour contrôler la population algérienne (couvre-feu, perquisitions, assignations à résidence...). Elle est étendue à la métropole par une loi de 1957. C'est le même état d'urgence qui sera déclaré par le gouvernement de Dominique de Villepin durant la révolte des banlieues en 2005. Maurice Papon fut condamné en 1998 pour complicité de crime contre l'humanité pour son rôle à Bordeaux dans la déportation de 1 690 juifs dont 200 enfants de 1942 à 1944.

Avec de tels états de service, il fut utilisé à Constantine (Algérie) de 1956 à 1958, où il organisa la guerre (contre-)révolutionnaire contre les indépendantistes algériens, organisant le déplacement dans les villages de regroupement de 350 000 Algériennes et Algériens, où ils vont connaître la faim, l'insalubrité et la promiscuité. À Constantine, la pratique de la torture se développe: «*La présence de Maurice Papon ne constitue pas un obstacle, c'est le moins qu'on puisse dire, à cette forme de répression*», écrit Pierre Vidal-Naquet dans son livre *La Torture dans la République* (1972).

Le 17 octobre 1961, 12 000 AlgérienNEs sont raflés. La police de Papon a œuvré. **Mariano Bona**, responsable du Collectif du 17 octobre 1961 en Isère, revient sur cet événement.



Fresque commémorant le 17 octobre 1961. PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

Le jour de la manifestation ?

Le soir du 17 octobre 1961, des dizaines de milliers d'Algériennes et d'Algériens manifestent pacifiquement à Paris, pour le droit à l'indépendance de l'Algérie, pour leur droit à l'égalité et à la dignité, contre le couvre-feu raciste. Les consignes de la fédération de France du FLN sont très claires: pas d'armes, même pas un canif. La répression est d'une grande violence: plus de 12 000 personnes furent raflées, plusieurs centaines de personnes furent tuées par balles et jetées dans la

Seine, d'autres moururent sous les coups dans l'enceinte même de la préfecture de police ou du Palais des Sports. Pour dire l'effroyable réalité de ce qui se passa, on crée l'expression «*noyés par balles*»!

Ce fut longtemps une journée portée disparue...

Au nom de la raison d'État, une chape de plomb s'abattit sur ce massacre colonial commis en plein Paris. C'est l'action militante de collectifs, de citoyenNEs, d'historienNEs qui a permis de sortir le 17 octobre 1961 de l'oubli, et de porter l'exigence de la reconnaissance de ce qui est un crime d'État, car c'est tout l'État qui est impliqué: Maurice Papon, bien sûr, mais aussi Roger Frey, ministre de l'Intérieur, Michel Debré, le Premier ministre, et Charles de Gaulle, le président de la République, qui fut informé le lendemain et couvrait le crime.

À lire sur le site



Enfants de Gaza, par Marie Schawb



Non aux lignes à grande vitesse Bordeaux-Dax-Toulouse, par Florian

DROIT D'ASILE Une porte s'ouvre pour l'accueil des GazaouiEs

C'est avec soulagement que les GazaouiEs en France et leurs soutiens ont pris connaissance de la récente décision de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) leur ouvrant la possibilité de demander l'asile.

Les massacres de masse commis à Gaza depuis octobre 2023 ont entraîné une hausse des demandes d'asile en Europe. Demander l'asile est possible, obtenir une réponse positive en est une autre. Dans le cas des PalestinienNEs, le droit à l'asile est entravé par un facteur historique.

L'UNRWA exclusivement

Au niveau de la protection humanitaire, le conflit né de la création de l'État d'Israël a été le seul à entraîner l'instauration d'une instance de secours spécifique, distincte du Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) de l'ONU (créé en 1950). L'UNRWA (United Nations Relief and Works Agency) a été créé par la résolution 302 de l'AG de l'ONU du 8 décembre 1949. Elle vise à répondre aux besoins économiques des réfugiés et de leurs descendants, définis comme «*toute personne qui a eu sa résidence normale en Palestine au moins pendant deux ans avant le conflit de 1948 et qui, en raison de ce conflit, a perdu à la fois son foyer et ses moyens d'existence et a trouvé refuge en 1948 dans l'un des pays où l'UNRWA assure des secours. Les réfugiés qui correspondent à cette définition et leurs descendants directs ont le droit à l'assistance de l'Agence s'ils sont enregistrés auprès de l'UNRWA, s'ils vivent dans une des régions d'opération de l'UNRWA, et sont dans le besoin*»¹. L'UNRWA fournit des services sociaux, sanitaires et d'éducation aux personnes immatriculées. Il intervient au

Liban, en Jordanie, en Syrie, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Le nombre de réfugiés palestiniens enregistrés est passé de 750 000 en 1950 à plus de 6 millions en 2023.

La Convention de Genève entrave l'asile des Palestiniens

Les réfugiés de Palestine sont les seuls exclus du mandat du HCR, en vertu de l'article 1 D de la Convention de Genève de 1951, qui dispose que la protection des réfugiés est déjà prise en charge par une autre instance: «*Cette convention ne sera pas applicable aux personnes qui bénéficient actuellement d'une protection ou d'une assistance de la part d'un organisme ou d'une institution des Nations unies autre que le HCR. Lorsque cette protection aura cessé pour une raison quelconque sans que le sort de ces personnes ait été définitivement réglé, conformément aux résolutions adoptées par l'assemblée générale des Nations unies, ces personnes bénéficieront de plein droit du régime de cette convention*».

En France, l'article L.511-6 du code de l'entrée, du séjour et du droit d'asile dispose que: «*Le statut de réfugié n'est pas accordé à une personne qui relève d'une des clauses d'exclusion prévues aux sections D, E ou F de l'article 1^{er} de la Convention de Genève*». En d'autres termes, la convention de Genève exclut les PalestinienNEs tant qu'ils/elles bénéficient effectivement de l'assistance ou de la protection de l'UNRWA.

Deux décisions changent la donne

La première brèche dans l'exclusion des GazaouiEs enregistréEs auprès de l'UNRWA est venue de la Cour de Justice de l'Union européenne qui a rendu un arrêt le 13 juin 2024 définissant les clauses de cessation de la protection effective de l'UNRWA, notamment «*l'assistance ou la protection de l'UNRWA doit [...] être considérée comme ayant cessé [...] lorsque [...] cet organisme ne peut plus assurer à aucun apatride d'origine palestinienne [...] des conditions de vie dignes ou des conditions minimales de sécurité*»².

La CNDA a rendu une décision le 13 septembre dernier, qui intègre ces considérants et, se basant sur des données documentées sur Gaza, dispose «*[...] il peut être considéré que l'UNRWA se trouve, dans la bande de Gaza, dans une situation telle qu'il ne peut assurer à aucun apatride d'origine palestinienne [...] des conditions de vie dignes ou des conditions minimales de sécurité. Son assistance ou sa protection doit donc être regardée comme ayant cessé à l'égard de ces apatrides d'origine palestinienne dans la bande de Gaza*»³.

Une décision importante qui fera jurisprudence et offre désormais à tout GazaouiE, enregistréE ou non auprès de l'UNRWA, la possibilité de demander l'asile et/ou un statut d'apatride en France.

Des attendus analogues avaient permis à des PalestinienNEs de Syrie de demander et d'obtenir le statut de réfugié et/ou d'apatride en France depuis 2012.

Maria Puccini

1 – *Palestinians, Refugees, and the Middle East Peace Process*, Don Peretz

2 – *curia.europa.eu*

3 – «*Gaza: les Palestiniens protégés par l'ONU peuvent bénéficier du statut de réfugié, au vu de la situation actuelle*», Cour nationale du droit d'asile, *cnada.fr*

Souscription

La Brèche: une librairie militante pour garder le cap!

L'aventure de la librairie La Brèche est unique dans l'histoire du mouvement ouvrier en France. Apparue dans la foulée des heures glorieuses de Mai 1968, la Librairie Rouge a été rebaptisée La Brèche en 1978.

Comment expliquer notre longévité? D'abord par la place occupée par la LCR, et aujourd'hui le NPA-l'Anticapitaliste, dans le champ politique et militant mais aussi par celle d'intellectuels tels que Daniel Bensaïd. Ensuite par la singularité de nos choix.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

Et au milieu coule une rivière

Au-delà de notre propre courant, tout ce que le mouvement ouvrier et les luttes pour l'émancipation produisent d'intelligent nous intéresse, quelles que soient les controverses suscitées. Aucune censure à La Brèche... sauf celle de la bêtise et de la réaction. Et au milieu coule une rivière: venez voir les milliers de références, les dizaines de journaux d'autant de courants politiques, la centaine de rayons thématiques. Enfin, disons-le, par une gestion commerciale serrée. Profitant de l'expérience et de l'implantation de la IV^e Internationale, notre pratique s'est enrichie tandis que notre reconnaissance s'est étendue au-delà de l'hexagone. En effet, une librairie est pour nous un outil militant. Ainsi notre public quotidien se compose évidemment de militantEs de partout et d'ailleurs. Nous sommes aussi présents dans les manifestations, sur le point fixe du NPA-l'Anticapitaliste.

Faire front unique

Mais une librairie est aussi pour nous un outil de front unique. À l'image de son ancêtre la LCR, le NPA-l'Anticapitaliste vise à construire l'unité de notre camp social. Et cela passe aussi par les livres, l'écrit en général, la culture, la formation. Ainsi, nous invitons également des auteurs de divers horizons pour venir présenter leurs ouvrages. Mieux encore, des associations syndicales, féministes ou antiracistes nous font confiance pour leurs initiatives, ce qui nous assure par ailleurs une assise économique. Ainsi, du 10, impasse Guéménée (en 1976) au 27, rue Taine (en 2000) en passant par le 9, rue de Tunis (en 1980), et bientôt au 2, rue Richard-Lenoir à Montreuil, nous avons bien l'intention de garder le cap!

Une souscription pour une nouvelle vitrine

En participant à la souscription organisée par le NPA-l'Anticapitaliste, vous nous permettrez de le rejoindre dans un local national unique dont nous serons (littéralement) la vitrine. En cohérence avec la mission qu'elle assure depuis presque 50 ans, elle contribuera à faire vivre ce local, en organisant des événements et en créant un lieu convivial, de rencontres, d'étude, de discussions.

L'équipe de la librairie La Brèche

Culture

ESSAI **Résister à la culpabilisation. Sur quelques empêchements d'exister, de Mona Chollet**

Éditions La Découverte/Zones, 2024, 272 pages, 20 euros.

Mona Chollet s'occupe cette fois de ce qu'elle appelle « l'ennemi intérieur », celui qui est dans les têtes des opprimés, dans leur conscience, celui qui paralyse, qui empêche de se défendre parfois de vivre. En plus des violences, des agressions extérieures et permanentes, cette société d'oppressions produit aussi la culpabilisation chez celles et ceux qui subissent les dominations multiples. À partir de son expérience et à partir de nombreuses réflexions et témoignages, à partir aussi de l'actualité des luttes féministes comme avec #MeToo, contre la survivance des idées réactionnaires, ces culpabilisations sont décrites, mises en évidence pour tenter de mieux les combattre.



Les femmes, premières coupables

C'est d'abord les femmes qui sont confrontées. Et c'est une vieille histoire, religieuse, qui commencerait presque avec Saint Augustin qui voit la femme dans l'origine du mal, avec Eve et son satané péché originel. Et pourtant cela aurait pu se passer autrement, car à la même époque (5^e siècle), il y a Julien d'Éclane qui s'oppose à Saint Augustin. Il refuse l'idée du mal, du péché et de la punition. Pour lui, l'être humain est libre. Mais bon, c'est le réac qui va l'emporter et à partir de là tout va aller de travers. Mona Chollet raconte les dégâts de ce qui devient alors une haine envers les femmes, puisque les malheurs viennent d'elles. Sur

plusieurs chapitres sont listées les pressions, les oppressions, les culpabilisations que les femmes subissent tout le long de leur vie: la maternité, l'éducation des enfants, dans leur vie professionnelle, le patriarcat au quotidien. Il y a notamment l'illustration très actuelle avec la culpabilisation face aux agressions sexuelles et aux viols (culture du viol). Au passage, le livre raconte comment l'enfant depuis des siècles, a aussi été diabolisé et maltraité, lui aussi considéré comme le mal, subissant une éducation sévère, brutale, qui reste encore justifiée par certains courants idéologiques.

L'individu culpabilisé au travail comme au supermarché

Et puis la culpabilisation nous concerne plus largement au travail car c'est bien connu, la valeur travail est essentielle contre l'assistanat et la paresse. Si nous ne sommes pas motivés au travail, c'est forcément un problème; si nous n'arrivons pas à faire face à la charge de travail, c'est forcément de notre responsabilité et non pas de l'organisation du travail ou des rapports d'exploitation. Il y a toute une partie sur cette souffrance au travail et les conceptions rétrogrades mais

omniprésentes du « travailler plus » et du productivisme. Enfin il y a la culpabilisation du consommateur. Notamment en ce qui concerne la protection de l'environnement. La pression est là encore pour responsabiliser l'acheteurE que nous sommes. C'est à nous d'acheter écolo, à nous de recycler, etc. Ce n'est pas le système capitaliste qui est en faute, pas les multinationales... il ne faut pas exagérer!

Pression des milieux militants

Pour finir, comme nous ne sommes plus à une culpabilisation près, Mona Chollet parle de la pression que se mettent les milieux militants. Il y a une forme de violence, de dureté dans les rapports humains, de dérives punitives que s'infligent les personnes pourtant investies dans les luttes contre les oppressions et les discriminations. Un mot de travers, une incompréhension, une maladresse, une blessure involontaire et voilà l'accusation et la culpabilisation. Voilà donc un livre, riche de références historiques et bibliographiques, qui touche, qui fait réfléchir et qui met en évidence ces culpabilisations auxquelles, oui!, il faut résister... indéniablement pour réussir à combattre les oppressions.

Philippe Poutou

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

★ la-breche.com
01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

BANDE DESSINÉE **Azur asphalté, de Sylvain Bordesoules**

Éditions Gallimard Jeunesse, 2024, 168 pages, 25 euros.

La promenade des Anglais à Nice, sous le pinceau chatoyant de Sylvain Bordesoules, se transforme vite en boulevard, puis en rues ordinaires. Et pour cause! Loin de la carte postale, l'auteur a voulu raconter le quotidien de deux sœurs — les siennes. Aussi banal que singulier: routine ou petits boulots, fin de mois difficiles, journée à



rallonge pour maman solo... et puis les maladies, qui ajoutent à la fragilité de la vie. Sous les couleurs lumineuses, les visages et les expressions sont précis. Ils expriment les joies et les préoccupations de Mélissa et Candice. La crudité du langage nous rappelle, souvent avec humour, ce qu'est leur combat. Une bande dessinée sympathique où l'amour, la sororité, la solidarité, les petits et grands projets

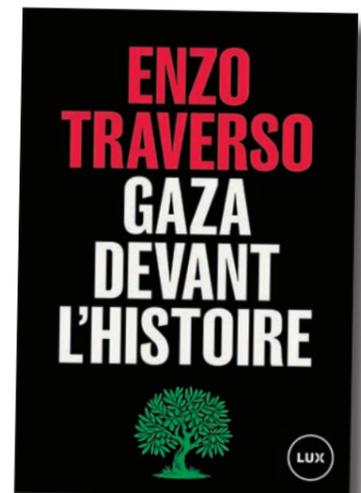
d'avenir prennent le dessus, soulignés par ce dessin si particulier où la couleur crie la vie. Ces héroïnes du quotidien sont nos copines, nos sœurs, nos camarades... Elles sont debout!

F. Dolet

ESSAI **Gaza devant l'histoire, d'Enzo Traverso**

Lux Éditeur, 2024, 136 pages, 14 euros.

En quelques pages, Enzo Traverso remet les pendules à l'heure. Il restitue la cohérence du discours politique de celles et ceux qui soutiennent la Palestine depuis toujours; il restaure la légitimité du peuple palestinien à se défendre contre des décennies d'occupation, d'oppression, le droit de ce peuple à exiger de pouvoir vivre sur un territoire que l'État d'Israël n'a de cesse de lui contester, de lui confisquer. Le fait que l'auteur enseigne aux États-Unis donne un éclairage singulier à son appréciation des questions d'antisémitisme: dans un pays où l'engagement des étudiantEs et intellectuelLES juives et juifs aux côtés de la Palestine est massif, invoquer l'antisémitisme pour dénoncer le soutien à la Palestine est plus difficile! Dans son livre, il pointe l'essentiel des affirmations des classes dominantes, des puissances occidentales, depuis le recours aux fausses nouvelles à l'usage fallacieux du concept d'antisémitisme associé à toutes les manifestations de soutien du peuple palestinien. Il retourne le stigmate et restitue la vraie victime, le peuple palestinien, et le bourreau effectif, l'État d'Israël, qui poursuit sa guerre d'annexion, de destruction massive.



L'auteur fait le point sur l'antisémitisme, rapporté à l'antisionisme, évoque de manière salutaire l'articulation entre « Violence, terrorisme, résistance », puis il revient sur le slogan « From the river to the sea » et lui restitue son sens premier et sa portée historique, comme étant l'expression de la volonté de vivre libre et à égalité, sur un territoire partagé via un État binational, dans la droite ligne de la charte de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine). À lire pour avoir les idées claires, pour argumenter, pour convaincre!

Claude Moro

À lire sur le site



ESSAI **Je m'appelle révolution, de Lucy Parsons,** par Cyrielle L.A

LICENCIEMENTS « Est-ce que zone industrielle bas carbone, ça doit forcément rimer avec suppression d'emplois et des outils de travail? »

Peux-tu rappeler les raisons qui ont conduit au mouvement social, à ce dernier piquet de grève? Pourquoi commencez-vous une lutte?

Le lundi 16 septembre à 21 heures, on a eu un appel du PDG d'EDF pour nous faire part de son intention de stopper le projet Écocombust sur quelques arguments fallacieux de manque de rendement économique. Les discussions et négociations avec Paprec¹ n'auraient pas abouti et pour respecter la parole du président Macron sur l'interdiction de fonctionner au charbon pour produire l'électricité en 2027, forcément on arrêtera les moyens de production de Cordemais, on redéploiera les agents et on fermera le site.

Et peux-tu rappeler un peu comment était né le projet Écocombust parce que vous avez mené une lutte de longue date?

Ça remonte à plus de neuf ans. C'est neuf ans de lutte. L'histoire a commencé quand Ségolène Royal, en tant que présidente de la COP21, avait décidé de mettre en place une taxe carbone sur les centrales à charbon. Du côté de la CGT, on avait tout de suite compris, en faisant les calculs, que sur les valeurs annoncées de taxe carbone, ça allait tellement impacter le prix de notre mégawatt qu'on allait de moins en moins tourner, être de moins en moins rentables et que, à moyen voire très court terme, cela allait nous conduire à la fermeture. Donc rapidement, on a travaillé à verdir la production avec un autre projet industriel pour sauvegarder l'outil de travail et les emplois.

On parle de combien d'emplois? Aujourd'hui, sur le site de Cordemais, les 340 agents EDF et 120 prestataires à l'année et avec toutes celles et ceux qui sont autour, cela représente 1000 emplois directs et indirects.

Tu parles de verdir la production. En effet, avec le projet Écocombust, des black pellets vont être utilisés. Il y a des critiques écologiques qui peuvent être formulées autour des black pellets. Peux-tu expliquer pourquoi ça te paraît quand même cohérent et important de développer ce type de projet?

Avant de parler de black pellets, il faut revenir sur le réseau électrique français. Aujourd'hui, il est tendu. On a fermé en 12 ans 12 gigawatts de production pilotable. 12 gigawatts, c'est l'équivalent de 12 réacteurs nucléaires! Aujourd'hui on n'a plus d'assurance. Au bout d'un moment, pour maintenir l'électricité sur le réseau, il faudra délester les gens, aller sur les coupures ou demander aux entreprises de s'effacer. Ça, on ne peut pas l'entendre. Il faut plus de moyens, plus de capacité de production et notamment pilotable [NDLR :

Les agents de la centrale électrique à charbon de Cordemais (Loire-Atlantique) se mobilisent contre la fermeture du site annoncée pour 2027 (1000 emplois induits). Entretien avec Fabien Deschamps, délégué CGT de la centrale.



pour pouvoir augmenter la production lorsque les énergies renouvelables n'arrivent pas à produire suffisamment]. Après, on a plusieurs possibilités. Aujourd'hui dans le pilotable, on le fait beaucoup avec du gaz. On a fermé les centrales de fioul. Il reste quelques centrales à charbon. Le black pellet, ce n'est pas idéal mais c'est transitoire. C'est quand même la possibilité de valoriser un déchet qui ne l'est pas. Le bois de pellet provient des déchets de bois d'ameublement qui aujourd'hui ne sont pas valorisés ou très très peu. Ils sont principalement enfouis en péninsule ibérique ou dans le nord de l'Italie, sans parler de l'empreinte carbone des camions qui les transportent. Nous, on avait créé le slogan : « Transformez vos vieux meubles Ikea en électricité »!

Nous, on avait créé le slogan : « Transformez vos vieux meubles Ikea en électricité »!

Aujourd'hui, Cordemais serait utilisé sur un outil de pointe ou d'extrême pointe, donc peu d'heures de fonctionnement, peu de consommation de pellets. Ce pellet, il ne peut être utilisé que dans l'industrie. On a entendu aussi cet argument : « il faut laisser les pellets pour les gens pour se chauffer », mais ce n'est pas le même pellet que celui qu'on vend aux gens. Aujourd'hui ce pellet ne pourrait pas être utilisé, il ne peut l'être que dans l'industrie. Effectivement, à terme, sa place est peut-être dans

Dans le bassin nazairien, en deux ans, c'est près de 1000 emplois qui ont été supprimés ou sont menacés de l'être

les sidérurgies, dans les hauts fourneaux ou dans le chauffage urbain, mais on ne peut pas se passer de moyen de production d'électricité pilotable. Pourquoi se refuser une décarbonation partielle ou totale de ce point de production qu'est Cordemais?

Une autre coup de massue social est tombé sur le bassin nazairien, à Montoir-de-Bretagne, avec 360 licenciements annoncés à General Electric dans la production d'éoliennes en mer, penses-tu qu'il y ait des liens dans ces attaques?

Le lien, il n'est pas que sur le monde de l'énergie. Si on prend le bassin nazairien, en deux ans c'est près de 1000 emplois qui ont été supprimés ou sont menacés de l'être. Tu as évoqué EG, on parle de Cordemais on peut parler aussi du Campus de formation Enedis à Saint-Étienne-de-Montluc. On peut parler de la fermeture de Yara, la fermeture de Saipol, la fermeture de la laiterie à Campbon. Il y a Bobcat à Pontchâteau qui passe à une journée de chômage partiel par semaine.

Il y a toujours des menaces sur la raffinerie, des menaces sur les Ports et Docks, des menaces sur STX. Il y a ArcelorMittal qui annonce aussi 15% de baisse sur le territoire national mais aussi à Nantes. Le bassin industriel ne vit pas bien et effectivement il faut probablement avoir une convergence des luttes là-dessus. Mais il faut aussi se demander pourquoi, bizarrement, ça se détériore depuis qu'on est devenu ZIBAC, même si ça part d'une

bonne volonté d'être devenu une zone industrielle bas carbone. Mais est-ce que zone industrielle bas carbone, ça doit forcément rimer avec suppression d'emplois et des outils de travail?

Quelle est la stratégie de lutte et comment peut-on vous soutenir?

Nous, on fait un tapage politique et médiatique. C'est d'ailleurs ce qui a déplu à la direction d'EDF qui s'est sentie obligée de communiquer dès le lendemain de nos tapages pour confirmer nos propos, alors que la veille encore elle disait au journaliste : « Non ce n'est pas vrai, on ne sait pas vraiment encore, on est en train de travailler ». Nous, on veut solliciter les ministères et surtout le président de la République puisqu'EDF s'est exprimée, les agents manifestent pour montrer leur désaccord. Il ne faut pas oublier que le seul et unique actionnaire d'EDF, c'est l'État, c'est le gouvernement. Donc nous, on voudrait aussi qu'Agnès Pannier-Runacher ait un petit peu de cohérence politique. Elle était déjà ministre en 2023 quand elle nous a nommée lauréate de l'appel à manifestation d'intérêt pour la création de la filière traitement bois déchets. Le président de la République a dit le 24 septembre 2023, que nous ne fermerons pas les deux dernières centrales à charbon et nous transformerons la biomasse. On veut de la cohérence politique. On ne peut pas comprendre qu'un groupe détenu à 100% par l'État ne respecte pas la parole présidentielle.

Propos recueillis par Titouan, dans la manifestation du 1^{er} octobre

1 – Paprec est le partenaire d'EDF devant installer l'usine de production de pellets de bois pour convertir la centrale à charbon à la biomasse.

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPA Lanticapitaliste](https://npa.lanticapitaliste)
[Lanticapitaliste](https://lanticapitaliste)
[Lanticapitaliste1](https://lanticapitaliste1)
lanticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font!

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

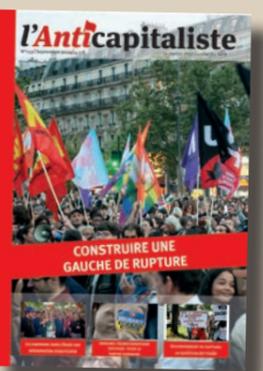
12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°159 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois L'Anticapitaliste chez toi le vendredi!

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement? Il arrive trop tard dans ta boîte? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org